

Salaires : à Saint-Brieuc, ils manifestent pour « continuer à vivre ou survivre »

Publié le 27 janvier 2022 à 16h37 Modifié le 27 janvier 2022 à 17h47



Environ 600 personnes ont manifesté ce jeudi 27 janvier pour défendre leurs droits sociaux et professionnels, dans le centre-ville de Saint-Brieuc. (Le Télégramme / Quentin-Mathéo Pihour)

Ce jeudi 27 janvier, quelque 600 manifestants ont battu le pavé à Saint-Brieuc dans le cadre de la grève générale. Plusieurs professions étaient représentées avec chacune leurs doléances mais, toujours, une revendication commune : la hausse des salaires.

L'intersyndicale FO, CGT, FSU, Solidaires 22 appelait, ce jeudi 27 janvier, à une **mobilisation interprofessionnelle**. Au départ du parc des Promenades, en milieu de matinée, les organisateurs annonçaient un petit millier de participants. Les services de police faisaient, eux, état de 600 personnes. Nous avons donné la parole à plusieurs d'entre elles.

Marie-France, prof d'histoire-géo au collège

« Si je suis là aujourd'hui, c'est pour réclamer une revalorisation salariale. **C'est grâce à nous que les écoles ont pu rester ouvertes** et nous n'avons pas touché un euro de plus. Le point d'indice est gelé depuis dix ans. J'ai 31 ans d'ancienneté et je gagne 2 500 € nets alors qu'à moindre diplôme, les autres cadres A de la fonction publique gagnent au moins 30 % de plus. Le métier n'est plus attractif, il se paupérise. **On en a marre d'entendre qu'on accepte tout parce qu'on aime notre métier**, de cette désinformation autour de nos salaires et de nos conditions de travail. Ce n'est pas une mission christique et nous ne sommes pas des martyrs ».



(Le Télégramme/Léa Gaumer)

Yvon Bourhis, retraité de Pôle Emploi

« Tout augmente, sauf les salaires et les retraites. Une hausse des salaires est nécessaire pour pouvoir continuer à vivre, ou survivre. Il y a de plus en plus de précarité. Je manifeste aussi contre les attaques envers le principe de solidarité intergénérationnelle sur la question des retraites et la casse de la sécurité sociale. Le monde entier nous envoie ce système de protection et les politiques sont en train de le saborder magistralement ».



Au micro, les délégués du syndicat Force Ouvrière ont motivé les manifestants à coup de slogans scandés en chœur. (Le Télégramme / Quentin-Mathéo Pihour)

Carine Le Tertre, représentante FO à l'hôpital Yves-Le Foll

« Il faut **arrêter les primes en direction de certains métiers de la santé et arriver à une revalorisation salariale pour tous**. Nous sommes ici pour le dégel du point d'indice, contre la réforme des retraites et pour de meilleures conditions de travail, via, notamment, la réouverture des lits fermés ces dernières années. Le seul responsable de l'état sanitaire du pays, à l'heure actuelle, c'est le gouvernement. À Saint-Brieuc, **le plan blanc a été déclenché en décembre**, non pour la prise en charge des patients atteints de la covid mais parce qu'il n'y a plus de personnel pour remplacer les agents malades. Ceux qui restent sont sans cesse rappelés même pendant leurs repos... ».

Capucine*, assistante familiale

« Nous sommes complètement invisibles, pas reconnus, pas écoutés. Nous sommes les oubliés du Ségur, du social, de l'État, du Département. On doit faire notre travail dans l'ombre et en silence, accepter des salaires et des conditions de misère. Ce n'est pas viable. **Comment voulez-vous qu'on s'en sorte, les enfants placés et nous ? Être assistant familial est un engagement humain** mais là, on n'est plus du tout dans l'humain. Les choix

politiques et la misère administrative ont pris le pas alors que de notre côté, en tant que famille d'accueil on consacre des milliers d'heures par an à ce métier. Le 1er-Mai est notre seul jour férié travaillé payé. La protection de l'enfance devrait être gérée par l'État. Aujourd'hui, chaque Département donne ce qu'il veut et le 22 est à la traîne ».

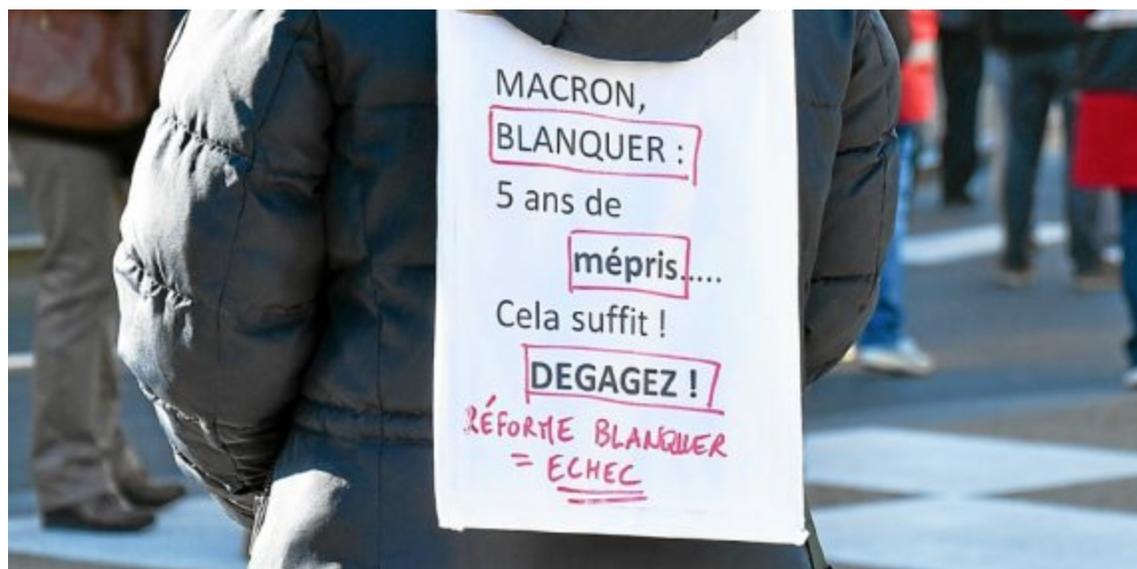


(Le Télégramme/Léa Gaumer)

Antoine Guérin, employé dans une entreprise du bâtiment

« **Tout augmente : le prix des matériaux augmente, ceux de l'électricité et du gaz augmentent, le prix des courses augmente**, sans parler de l'essence. On est nombreux à venir de communes alentour -avec bien souvent une heure de route, voire plus- pour travailler sur des chantiers à Saint-Brieuc, **et il faut de l'essence pour ça**. Avec l'inflation des prix, il y a carrément des gens pour qui cela coûte moins cher de rester chez eux que d'aller travailler ! Donc comme les routiers, on demande le 13e mois et une revalorisation salariale. Parce qu'aujourd'hui, on se retrouve avec une grosse claque sur l'inflation, et le seul truc qui ne suive pas, c'est le salaire ».





"Macron, Blanquer, Dégagez !", réclame une manifestante sur sa pancarte, en défilant dans le centre-ville de Saint-Brieuc. (Le Télégramme / Quentin-Mathéo Pihour)

Jean-Luc Le Pottier, secrétaire départemental des transports pour Force Ouvrière

« Si l'on manifeste aujourd'hui, c'est pour que nos revendications pèsent dans les négociations qui ont lieu en ce moment entre les syndicats de routiers et le patronat. On a besoin du 13e mois, d'un véritable permis professionnel de routier... Et surtout d'un meilleur taux horaire, parce que celui avec lequel on est payé à l'heure actuelle est bien trop insuffisant ! Aujourd'hui, on demande qu'il soit augmenté de 10 %. Sans ça, les entreprises ne parviendront jamais à trouver de nouveaux conducteurs : or il y a une véritable pénurie, il en manque près de 60 000 en France ! Aujourd'hui, nous représentons nos corporations, on aurait aimé être plus nombreux. Mais bon, il faut bien commencer quelque part ! ».

(*) Prénom d'emprunt